

# CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XII  
N. 115

## RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA 4<sup>a</sup> SEDUTA DELLA 28<sup>a</sup> SESSIONE

### Recommandation N. 383 sur le problème des armes nucléaires en Europe

Annunciata il 27 luglio 1982

#### L'ASSEMBLÉE,

i. estimant que l'équilibre de toutes les forces nucléaires ne peut être évalué que dans son ensemble, mais constatant que l'Union Soviétique dispose d'une supériorité inquiétante dans le domaine des missiles intercontinentaux lourds et des forces à portée intermédiaire, alors que l'avance des Etats-Unis en ce qui concerne le nombre totale d'ogives nucléaires a été réduite;

ii. persuadée que le contrôle des armements et les mesures de défense appropriées sont les deux facettes d'une politique de sécurité équilibrée visant à empêcher la guerre, et pas seulement la guerre nucléaire;

iii. soulignant l'importance de la composante classique des forces de dissuasion de l'OTAN;

iv. exprimant à nouveau sa conviction que la double décision prise par l'OTAN le 12 décembre 1979 reste la base tant de la correction du déséquilibre des forces à portée intermédiaire, déséquilibre qui a été largement accru par le déploiement de 300 missiles SS-20 observés jusqu'à présent, que de la négociation de l'option zéro;

v. regrettant que *SALT II* ne soit pas encore ratifié bien qu'il ait reçu, lors de sa signature, l'approbation de l'Assemblée et de tous les gouvernements de l'OTAN en tant qu'étape d'un processus de négociation nécessairement continu concernant le contrôle des armements stratégiques, et que près de trois ans se soient écoulés depuis sa signature sans apporter de nouveaux progrès;

vi. se félicitant de la déclaration du gouvernement américain selon laquelle il

s'abstiendra de toute action qui puisse saper les accords existants sur les armes stratégiques aussi longtemps que l'URSS agira de même et formulera des déclarations comparables, et en appelant aux deux gouvernements afin qu'ils officialisent ces déclarations à l'ouverture des négociations START;

vii. persuadée que, compte tenu des avantages mutuels d'un tel contrôle, il convient d'ouvrir d'urgence les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START) et de les poursuivre indépendamment des autres aspects des relations Est-Ouest, et se félicitant par conséquent du discours prononcé par le Président Reagan le 5 mai 1982, demandant leur ouverture à la fin de juin et formulant des propositions réalistes en vue de réductions importantes des armes nucléaires stratégiques;

viii. Espérant également que l'ouverture de ces pourparlers aura un effet positif sur les négociations sur les INF qui doivent être menées dans le cadre des START;

ix. soulignant la nécessité d'une interdiction totale et vérifiable des essais en vue de faire obstacle au développement d'armes nucléaires de plus en plus perfectionnées;

x. soulignant l'importance de mesures de confiance concrètes, du genre de celles adoptées à Helsinki, en tant que préalable et complément de réductions équilibrées des arsenaux des deux camps;

xi. discernant dans la plupart des manifestations pour la paix, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, l'expression d'une inquiétude profonde et justifiée face aux dangers d'une course aux armements effrénée et à l'éventualité d'une guerre nucléaire;

xii. regrettant néanmoins les tendances unilatéralistes et le simplisme apparents dans certains mouvements qui ignorent la nécessité d'une stabilité militaire, tant nucléaire que classique, et d'une analyse objective des faits afin de négocier des réductions;

xiii. se félicitant de la publication de « l'OTAN et le Pacte de Varsovie - Comparaison des forces en présence » que l'Assemblée avait demandée à plusieurs reprises et persuadée qu'un effort constant doit être fait par les gouvernements et les parlementaires pour informer objectivement le public sur la nature de la menace et le fondement des politiques alliées de défense et de contrôle des armements;

xiv. déplorant qu'en Europe orientale et en Union Soviétique, l'opinion publique n'ait pas l'occasion de discuter librement des concepts sur lesquels devrait être fondée la sécurité européenne et internationale.

#### *Recommande au Conseil.*

A. De demander aux gouvernements membres agissant au sein du Conseil de l'Atlantique nord:

1. — de poursuivre les consultations étroites et permanentes actuelles, qui se sont beaucoup améliorées, de manière à maintenir une position alliée concertée sur tous les aspects de la dissuasion nucléaire et du contrôle des armements nucléaires;

2. — de veiller à ce que les pays intéressés poursuivent les préparatifs en vue du déploiement, à partir de 1983, du nombre convenu de missiles de croisière lancés du sol et de Pershing II, sous réserve des réductions qui seraient auparavant décidées dans le cadre des pourparlers sur les INF;

3. — d'insister pour que les pourparlers sur les INF aboutissent dans les plus brefs délais à un accord sur l'option zéro concernant les missiles à base terrestre et se poursuivent étape par étape de manière à inclure d'autres systèmes d'armes, et que les systèmes du champ de bataille soient ultérieurement inclus dans ces pourparlers ou dans ceux sur les MBFR;

4. — de saluer la reprise du processus SALT grâce à l'ouverture des START en

## VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

juin et d'insister sur l'établissement du lien le plus étroit possible entre ces négociations et les pourparlers sur les INF et sur le respect mutuel constant, au cours de ces négociations, de toutes les limites imposées par les SALT;

5. — d'insister davantage sur la négociation et l'adoption de procédures de vérification efficaces, celles-ci devant être considérées comme conditions préalables et essentielles de tout accord sur la réduction et le contrôle des armements;

6. — de prier le gouvernement américain d'examiner sérieusement la proposition du Sénateur Jackson tendant à établir un poste de commandement commun américano-soviétique dans un pays neutre, en vue de parer à l'éventualité d'une guerre par accident ou erreur de calcul;

7. — de mettre à jour et publier périodiquement, sur une base objective convenue, la comparaison établie par l'OTAN des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et de prier instamment l'Union Soviétique de faire preuve d'une diligence et d'une objectivité égales en publiant des études comparatives de ces forces;

B-1. de demander aux gouvernements membres de poursuivre des politiques actives d'information afin que l'opinion publique soit objectivement informée tant de la nature de la menace que des objectifs des politiques alliées en matière de défense ainsi que de réduction et de contrôle des armements.

B-2. De développer une réflexion européenne sur les aspects politiques des débats du Conseil de l'Atlantique nord.

## N.B. — Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 383  
sul problema delle armi nucleari in Europa

## L'ASSEMBLEA,

i. ritenendo che l'equilibrio di tutte le forze nucleari non può essere valutato nel suo insieme, ma constatando che l'Unione Sovietica dispone di una superiorità preoccupante nel settore dei missili intercontinentali pesanti e delle forze a portata intermedia, mentre il vantaggio degli Stati Uniti per quanto riguarda il numero totale di ogive nucleari è stato ridotto;

ii. convinta che il controllo degli armamenti e le misure di difesa adeguate sono le due facce di una politica di sicurezza equilibrata volta ad impedire la guerra, e non solo la guerra nucleare;

iii. sottolineando l'importanza della componente classica delle forze di dissuasione della NATO;

iv. esprimendo nuovamente la sua convinzione che la doppia decisione presa dalla NATO il 12 dicembre 1979 resti la base sia della correzione dello squilibrio delle forze a portata intermedia, squilibrio ampiamente accresciuto dallo spiegamento di 300 missili SS-20 osservati finora, sia del negoziato per l'opzione zero;

v. rammaricandosi che il *SALT II* non sia ancora stato ratificato pur avendo ricevuto, al momento della firma, l'approvazione dell'Assemblea e di tutti i Governi della NATO, in quanto tappa di un processo di negoziato necessariamente continuo riguardante il controllo degli armamenti strategici, e che quasi tre anni sono trascorsi dalla sua firma senza che siano stati realizzati nuovi progressi;

vi. rallegrandosi per la dichiarazione del governo americano secondo la quale esso si asterrà da ogni azione che possa danneggiare gli accordi esistenti sulle armi strategiche, fino a quando l'URSS agirà nello stesso modo e formulerà dichiarazioni dello stesso tipo, e facendo appello ai due governi affinché essi rendano ufficiali tali dichiarazioni all'apertura dei negoziati START;

vii. convinta che, tenuto conto dei vantaggi reciproci di tale controllo, sarebbe utile aprire urgentemente le trattative sulla riduzione delle armi strategiche (START) e proseguirle indipendentemente dagli altri aspetti delle relazioni Est-Ovest, e rallegrandosi conseguentemente del discorso pronunciato dal Presidente Reagan il 5 maggio 1982, in cui si chiede la loro apertura alla fine di giugno e si formulano proposte realistiche tendenti a importanti riduzioni di armi nucleari strategiche;

viii. sperando anche che l'apertura di tali trattative abbia un effetto positivo sui negoziati sugli INF che devono essere condotti nell'ambito degli START;

ix. sottolineando la necessità di una interdizione totale e verificabile degli esperimenti onde evitare lo sviluppo di armi nucleari sempre più perfezionate;

x. sottolineando l'importanza di misure di fiducia concrete, come quelle adottate a Helsinki, in quanto preliminari e complemento di riduzioni equilibrate degli arsenali dei due campi;

xi. ravvisando nella maggior parte delle manifestazioni per la pace, tanto in

Europa che negli Stati Uniti, l'espressione di un'inquietudine profonda e giustificata di fronte ai pericoli di una corsa agli armamenti sfrenata e all'eventualità di una guerra nucleare;

xii. rammaricandosi tuttavia delle tendenze unilaterali e del semplicismo apparente in alcuni movimenti che ignorano la necessità di una stabilità militare, sia nucleare che classica, e di un'analisi obiettiva dei fatti al fine di negoziare le riduzioni;

xiii. rallegrandosi per la pubblicazione di « La NATO e il Patto di Varsavia - Comparazione delle forze in presenza » che l'Assemblea aveva chiesto più volte e convinta che uno sforzo costante deve essere fatto dai governi e dai parlamentari per informare obiettivamente il pubblico sulla natura della minaccia e il fondamento di politiche alleate di difesa e di controllo degli armamenti;

xiv. deplorando che in Europa orientale e in Unione Sovietica l'opinione pubblica non abbia l'opportunità di discutere liberamente di concetti sui quali dovrebbe essere basata la sicurezza europea e internazionale.

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO:

A. Di chiedere ai governi membri che operano in seno al Consiglio dell'Atlantico del Nord:

1. — di proseguire nelle consultazioni strette e permanenti attuali, che sono molto migliorate, in modo da mantenere una posizione alleata concertata su tutti gli aspetti della dissuasione nucleare e del controllo degli armamenti nucleari;

2. — di vegliare affinché i paesi interessati proseguano nei preparativi necessari in vista dello spiegamento, a partire dal 1983, del numero convenuto di missili di crociera lanciati dal suolo e di Pershing II, salvo riduzioni che sarebbero state decise anteriormente nel quadro delle trattative sugli INF;

3. — di insistere affinché le trattative sugli INF portino, nel più breve termine, a un accordo sull'opzione zero riguardante i missili a base terrestre e proseguano per gradi fino all'inclusione di altri sistemi d'armi, e che i sistemi di campo di battaglia siano ulteriormente compresi in queste trattative o in quelle sugli MBFR;

4. — di congratularsi per la ripresa del procedimento SALT grazie all'apertura degli START in giugno e d'insistere perché sia stabilito il legame più stretto possibile fra tali negoziati e le trattative sugli INF e sul rispetto reciproco costante, nel corso di questi negoziati, di tutti i limiti imposti dai SALT;

5. — di insistere ulteriormente sul negoziato e l'adozione di procedure di verifica efficaci, considerate come condizioni preliminari e essenziali per qualsiasi accordo sulla riduzione e il controllo degli armamenti;

6. — di invitare il governo americano ad esaminare seriamente la proposta del senatore Jackson intesa a creare una base di comando comune americano-sovietica in un paese neutro, per rimediare alla eventualità di una guerra accidentale o per errore di calcolo;

7. — di aggiornare e pubblicare periodicamente, su una base obiettiva convenuta, la comparazione elaborata dalla NATO delle forze della NATO e del Patto di Varsavia e di invitare l'Unione Sovietica di dar prova di pari diligenza e obiettività pubblicando studi comparativi di tali forze.

B. - 1. Di chiedere ai Governi membri di proseguire nelle politiche attive di informazione in modo che l'opinione pubblica sia obiettivamente informata sia della natura della minaccia, sia degli obiettivi delle politiche alleate in materia di difesa, di riduzione e di controllo degli armamenti.

B. - 2. Di sviluppare una riflessione europea sugli aspetti politici dei dibattiti del Consiglio dell'Atlantico del nord.